

MTL.

13. OCT 1961
1
Transmis. 3
6/10/61

Coordination (2)

L.7635/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 29 septembre 1961, d'une demande d'avis sur un projet de loi "interprétant, modifiant et complétant la loi du 17 juin 1960 relative au statut des sociétés belges de droit colonial ayant leur principal établissement administratif en Belgique", a donné le 9 octobre 1961 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 29e september 1961 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot interpretatie, wijziging en aanvulling van de wet van 17 juni 1960 betreffende het statuut van de Belgische koloniaal-rechtelijke vennootschappen waarvan de bestuurlijke hoofdzetel in België gevestigd is", heeft de 9e oktober 1961 het volgend advies gegeven :

Le projet soumis à l'avis du Conseil d'Etat poursuit quatre objectifs, à savoir :

- 1° constater l'obligation, pour les sociétés commerciales belges de droit colonial qui ont opté en faveur du régime belge en vertu de la loi du 17 juin 1960 relative au statut des sociétés belges de droit colonial ayant leur principal établissement administratif en Belgique, d'exprimer la valeur de leur capital en francs belges;
- 2° faciliter l'adaptation des statuts de ces mêmes sociétés à la législation belge, et rendre plus aisées les modifications de leur forme et de leur objet social, en dérogeant temporairement, à l'égard de ces sociétés, à certaines dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales;
- 3° adapter à la situation particulière de ces sociétés les dispositions de l'article 102 des dites lois coordonnées relatives à la durée des sociétés;
- 4° proroger le délai endéans lequel ces sociétés doivent constituer les nouvelles sociétés et effectuer les apports en application de l'article 3, § 1er, de la loi du 17 juin 1960, pour pouvoir bénéficier de l'exonération d'impôt, de droit, de taxe et de redevance, prévue en faveur de ces opérations aux termes du § 2 de ce même article.

.../...

L'article 1er du projet concerne l'expression en unités monétaires belges du capital social des sociétés intéressées; il se présente sous la forme d'une disposition interprétative des articles 1er et 2 de la loi du 17 juin 1960.

Il a pour objet d'énoncer dans une disposition expresse une conséquence inéluctable de l'application de la loi du 17 juin 1960.

Par application de cette loi, les sociétés ex-coloniales que le projet concerne sont, à dater du 30 juin 1960, par l'effet de l'option expresse ou tacite exercée par leur conseil d'administration, soumises à la législation belge. En raison de l'obligation de constater leur constitution par un acte authentique auquel s'applique l'article 3 de la loi du 30 décembre 1885, ces sociétés sont automatiquement obligées d'exprimer leur capital social en francs belges.

D'autre part, jusqu'au moment où ces sociétés furent ainsi soumises à la législation belge métropolitaine, il y avait, sinon identité, du moins parité absolue entre l'unité monétaire de la Belgique et l'unité monétaire du Congo belge.

.../...

Ainsi, depuis le 30 juin 1960, sans que le conseil d'administration ni l'assemblée générale aient dû prendre une décision spéciale, le capital social de ces sociétés ne pouvait être exprimé qu'en francs belges à la parité du 30 juin 1960, d'où il résulte que dans les statuts ou autres actes émanant de ces sociétés, où figuraient les mots "francs congolais", il faut, à dater du 30 juin 1960, lire "francs belges".

Il ne s'agit donc pas de préciser le sens d'une disposition controversée de la loi du 17 juin 1960, mais d'en exprimer un corollaire.

Il n'est dès lors pas exact de qualifier d'interprétative la disposition proposée. Il conviendrait de l'introduire dans la loi du 17 juin 1960 sous la forme d'une disposition additionnelle, qui trouverait logiquement sa place immédiatement après l'article 2 et pourrait constituer un article 2bis.

De ce que l'expression en francs belges du capital social de ces sociétés est la conséquence nécessaire de leur soumission à la loi belge, il résulte que la modification dans l'énonciation du capital produit ses effets au 30 juin 1960. Il est donc superflu de recourir à la notion de rétroactivité.

.../...

Par ailleurs, cette disposition n'interdit pas aux organes sociaux compétents de modifier leur capital selon les procédures du droit commun. C'est pourquoi, afin d'éviter toute équivoque, il est proposé d'omettre les mots "nonobstant toute disposition contraire de leurs statuts".

Par les mots "sociétés commerciales prévues aux articles 1er et 2 de la loi du 17 juin 1960", l'article 1er du projet vise les "sociétés belges de droit colonial ayant en Belgique leur principal établissement administratif, et au Congo leur siège social, au sens donné à ce terme par le décret du 27 février 1887"; pour préciser auxquelles de ces sociétés l'article s'applique, le texte ajoute : "qui n'ont pas décidé avant le 30 juin 1960 le transfert au Congo de leur principal établissement administratif". Le renvoi à l'article 2 de la loi du 17 juin 1960 n'est dès lors pas nécessaire.

L'article 2 concerne la procédure à suivre en vue d'effectuer l'adaptation des statuts et les modifications de la forme rendues nécessaires par la loi du 17 juin 1960.

Ces dérogations ne sont pas de nature à entraîner une atteinte à des droits acquis (cfr loi du 29 juillet 1926 - devenu l'article 216 des lois coordonnées relatives aux sociétés commerciales, et l'opinion exprimée par M. WAUWERMANS, doc. parl. Chambre des Représentants, session 1925-1926, n° 252).

.../...

Tel que le § 4 de l'article 3 est rédigé, il pourrait être interprété à contrario comme excluant l'hypothèse très fréquente de sociétés ayant pour objet exclusif l'exploitation d'une concession. S'il entre dans l'intention du Gouvernement de couvrir cette dernière hypothèse, il y aurait lieu de rédiger le début du paragraphe en question : "Lorsqu'une société a pour objet exclusif ou principal l'exploitation d'une concession ...".

Le § 4 vise le cas des sociétés qui, pour quelle que cause que ce soit, viendraient à perdre la concession qui leur avait été accordée. Selon le droit commun et pour autant qu'il s'agisse de sociétés ayant pour objet exclusif l'exploitation d'une concession, ces dernières cessent d'exister. D'après son texte, le présent projet paraît déroger à ce principe.

L'article 5, alinéa 1er, accorde aux sociétés intéressées un délai qui, en principe, expire le 31 décembre 1962, mais qui peut être prorogé par le Roi pour une durée maximum d'un an, pour se conformer aux dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales relatives aux commissaires-reviseurs ainsi qu'à celles qui concernent les commissaires ordinaires, telles que ces dispositions ont été modifiées et complétées par la loi du 1er décembre 1953.

Le second alinéa adapte au cas des sociétés visées par le présent projet, la disposition transitoire contenue dans l'article 13 de la loi du 1er décembre 1953.

Tel qu'il est rédigé, l'alinéa 1er semble mettre l'accent sur l'obligation pour les sociétés intéressées de se conformer aux dispositions des lois coordonnées relatives aux ~~commissions~~^{cius} et aux commissaires-reviseurs, alors que cette obligation résulte déjà de l'article 1er de la loi du 17 juin 1960. Le but du projet est d'accorder à ces sociétés un délai pour s'acquitter de cette obligation. Le texte devrait exprimer plus clairement cette intention.

Au lieu de se référer globalement, comme le fait le projet, à la loi du 1er décembre 1953, il y aurait lieu de préciser pour quelles dispositions de la dite loi le Gouvernement entend accorder un délai aux sociétés intéressées.

+

+ +

Le texte proposé ci-après tient compte des observations formulées dans l'avis. Il comporte, en outre, un certain nombre de modifications de forme qui ne requièrent aucun commentaire. L'ordre des articles y est basé sur l'ordre des articles de la loi du 17 juin 1960 qu'ils concernent ainsi que sur l'ordre dans lequel ils s'insèrent dans cette loi.

+

+ +

.../...

PROJET DE LOI MODIFIANT LA LOI DU 17 JUIN 1960
RELATIVE AU STATUT DES SOCIETES BELGES DE DROIT
COLONIAL AYANT LEUR PRINCIPAL ETABLISSEMENT
ADMINISTRATIF EN BELGIQUE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre de la
Justice et de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre de la Justice et Notre Mi-
nistre des Finances sont chargés de présenter en
Notre Nom aux Chambres législatives le projet de loi
dont la teneur suit :

Article 1er.- (articles 2, 3 et 5 du projet).

§ 1er. L'article 1er, § 2, alinéa 2, de la
loi du 17 juin 1960 relative au statut des sociétés
belges de droit colonial ayant leur principal établis-
sement administratif en Belgique, est remplacé par
les dispositions suivantes :

"L'adaptation des statuts à la législation
belge et les modifications de la forme de la société
doivent être effectuées avant le 31 décembre 1962,
sauf prorogation du délai par le Roi pour une durée
maximum d'un an. Les décisions requises à cet effet
sont prises dans les conditions prévues pour les mo-
difications des statuts par les lois coordonnées sur

.../...

les sociétés commerciales, sans que l'article 76 de ces lois soit applicable. Par dérogation à l'article 70 de ces mêmes lois, les décisions sont prises par l'assemblée générale à la majorité simple, quelle que soit la portion du capital représentée. Les dispositions du présent alinéa sont applicables nonobstant toutes dispositions contraires figurant dans les statuts.

Les statuts ainsi adaptés sont publiés aux annexes du Moniteur belge dans les formes et délai prévus à l'article 10 des lois coordonnées. Lorsque les statuts ont déjà été publiés aux annexes du Moniteur belge, seules les modifications doivent faire l'objet d'une nouvelle publication".

§ 2. Le même article est complété par les dispositions suivantes :

"§ 3. Par dérogation à l'article 70bis des lois coordonnées relatives aux sociétés commerciales, et nonobstant toutes dispositions contraires figurant dans les statuts, la modification de l'objet social de la société, si elle a lieu avant le 31 décembre 1962, sauf prorogation de délai par le Roi pour une durée maximum d'un an, pourra être décidée par l'assemblée générale des actionnaires dans les conditions prévues au § 2, alinéa 2.

Une justification détaillée ... (la suite comme au projet) ...".

.../...

§ 4. Lorsqu'une société a pour objet exclusif ou principal l'exploitation d'une concession qui a été accordée avant le 1er juillet 1960 par le Gouvernement de la Colonie ou par un autre pouvoir concédant au Congo, sa durée est, sauf disposition contraire ~~des~~ ~~statuts~~, la durée qui a été fixée par cette concession. Si celle-ci cesse d'être titulaire de la concession, sa durée n'est pas modifiée, sauf disposition contraire ~~des~~ ~~statuts~~, sans toutefois pouvoir excéder trente ans à dater de l'époque où elle aura cessé d'être titulaire de la concession.

§ 5. Il est accordé aux sociétés visées au § 2, alinéa 1er, un délai prenant fin le 31 décembre 1962, sauf prorogation par le Roi pour une durée maximum d'un an, pour se conformer aux articles ... (à préciser) des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, modifiées par la loi du 1er décembre 1953.

L'article 64ter, inséré dans ces mêmes lois coordonnées par la loi du 1er décembre 1953, n'est pas applicable aux commissaires en fonction au 30 juin 1960, aussi longtemps qu'ils demeurent en fonction.

Article 2.- (article 1er du projet).

Un article 2bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

"Article 2bis. Le capital des sociétés visées à l'article 1er, § 2, alinéa 1er, qui n'ont pas décidé avant le 30 juin 1960 le transfert au Congo de leur principal établissement administratif, est, de plein droit, exprimé en francs belges à la parité du 30 juin 1960".

Article 3.- (article 4 du projet).

Dans l'article 3, § 2, alinéa 1er, de la même loi, les mots "avant le 31 décembre 1961" sont remplacés par les mots "avant le 31 décembre 1962, sauf prorogation du délai par le Roi pour une durée maximum d'un an".

Article 4.- (article 6 du projet).

La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

Le Ministre des Finances,

Het ontwerp dat aan de Raad van State voor advies is voorgelegd, heeft een vierledig doel, namelijk :

- 1° vast te stellen dat de Belgische koloniaalrechtelijke handelsvennootschappen die het Belgisch stelsel hebben gekozen, krachtens de wet van 17 juni 1960 betreffende het statuut van de Belgische koloniaalrechtelijke vennootschappen waarvan de bestuurlijke hoofdzetel in België gevestigd is, verplicht zijn de waarde van hun kapitaal in Belgische frank uit te drukken;
- 2° de aanpassing van de statuten van die vennootschappen aan de Belgische wetgeving, en de wijzigingen van hun vorm en hun doel te vergemakkelijken, door ten aanzien van die vennootschappen tijdelijk af te wijken van sommige bepalingen van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen;
- 3° de bepalingen van artikel 102 van de gecoördineerde wetten, die handelen over de duur dezer vennootschappen, aan te passen bij de bijzondere toestand van die vennootschappen;
- 4° de termijn te verlengen binnen welke die vennootschappen bij toepassing van artikel 3, § 1, van de wet van 17 juni 1960 nieuwe vennootschappen moeten oprichten en inbrengsten moeten doen, willen zij in aanmerking komen voor de vrijstelling "van belasting, van recht of vergoeding" zoals in § 2 van dit artikel ten voordele van die verrichtingen is bepaald.

.../...

Artikel 1 van het ontwerp betreft de uitdrukking van het maatschappelijk kapitaal der betrokken vennootschappen in Belgische munteenheden; het doet zich voor als een bepaling tot interpretatie van de artikelen 1 en 2 van de wet van 17 juni 1960.

Het strekt er toe, in een uitdrukkelijke bepaling een onafwendbaar gevolg van de toepassing van de wet van 17 juni 1960 aan te geven.

Bij toepassing van die wet vallen de vroegere koloniale vennootschappen waarop het ontwerp doelt, vanaf 30 juni 1960, onder de Belgische wetgeving ten gevolge van uitdrukkelijke of stilzwijgende keuze van hun raad van beheer. Het feit dat die vennootschappen gehouden zijn hun oprichting te constateren bij een authentieke akte waarop artikel 3 van de wet van 30 december 1885 toepassing vindt, verplicht hen automatisch hun maatschappelijk kapitaal in Belgische frank uit te drukken.

Daarbij komt dat er, tot op het ogenblik waarop die vennootschappen derwijze aan de moederlandse Belgische wetgeving onderworpen werden, zonet identiteit, dan toch volstreekte pariteit tussen de munteenheid van België en die van Belgisch-Congo was.

Het maatschappelijk kapitaal van die vennootschappen kon dan ook sinds 30 juni 1960, zonder dat de raad van beheer of de algemene vergadering een bijzondere beslissing hoefden te nemen, alleen worden uitgedrukt in Belgische frank tegen de pariteit van 30 juni 1960, zodat in de statuten of andere akten van deze

.../...

vennootschappen, waarin de woorden "Congolese franken" voorkwamen, vanaf 30 juni 1960 "Belgische frank" dient te worden gelezen.

Het gaat er dan ook niet om, de strekking van een omstreden bepaling van de wet van 17 juni 1960 te verduidelijken maar een corollarium daarvan te stellen.

De ontworpen bepaling kan dus geen bepaling tot interpretatie worden genoemd. Men neme ze in de wet van 17 juni 1960 op als een toe te voegen bepaling, logischerwijze onmiddellijk na artikel 2, als artikel 2bis.

Doordat die vennootschappen, als aan de Belgische wet onderworpen, hun maatschappelijk kapitaal noodzakelijk in Belgische frank moeten uitdrukken, heeft de wijziging in de opgave van het kapitaal uitwerking met ingang van 30 juni 1960. Het is dan ook overbodig gebruik te maken van het begrip "terugwerking".

Overigens verbiedt deze bepaling de bevoegde maatschappelijke organen niet, hun kapitaal volgens gemeenrechtelijke procedures te wijzigen. Opdat er geen misverstand kan zijn, wordt aanbevolen de woorden "niettegenstaande iedere andersluidende bepaling van hun statuten" te schrappen.

Met "de in de artikelen 1 en 2 van de wet van 17 juni 1960 bedoelde handelsvennootschappen" bedoelt artikel 1 van het ontwerp de "Belgische koloniaalrechtelijke vennootschappen die hun bestuurlijke

.../...

hoofdzetel in België en hun maatschappelijke zetel, in de betekenis die het decreet van 27 februari 1887 daaraan geeft, in Congo hebben"; om duidelijk te maken op welke van die vennootschappen het artikel toepassing vindt, voegt de tekst er aan toe : "die niet vóór 30 juni 1960 besloten hebben hun bestuurlijke hoofdzetel naar Congo over te brengen". De verwijzing naar artikel 2 van de wet van 17 juni 1960 is derhalve overbodig.

Artikel 2 handelt over de te volgen procedure voor de aanpassing van de statuten en de wijzigingen aan de vorm, die door de wet van 17 juni 1960 noodzakelijk zijn gemaakt.

Deze afwijkingen zijn niet van die aard dat zij aan verkregen rechten afbreuk kunnen doen (cfr. wet van 29 juli 1926 - nu artikel 216 van de gecoördineerde wetten betreffende de handelsvennootschappen - en de door de heer WAUWERMANS naar voren gebrachte opvatting (Gedr. St. Kamer van Volksvertegenwoordigers, zitt. 1925-1926 - nr 252).

Zoals § 4 van artikel 3 is gesteld, kan hij a contrario zo worden uitgelegd, dat het vaak voorkomende geval van vennootschappen die uitsluitend de exploitatie van een concessie ten doel hebben, wordt uitgesloten. Wenst de Regering ook met dat geval rekening te houden, dan ware het begin van deze § 4 als volgt te stellen : "Wanneer een vennootschap uitsluitend of hoofdzakelijk ten doel heeft de exploitatie van een concessie ...".

.../...

Paragraaf 4 doelt op vennootschappen die om enigerlei reden de hun toegestane concessie mochten verliezen. Volgens het gemeen recht houden vennootschappen, voor zover zij uitsluitend de exploitatie van een concessie ten doel hebben, in dat geval op te bestaan. Te oordelen naar de tekst lijkt het ontwerp van dit beginsel af te wijken.

Artikel 5, eerste lid, staat de betrokken vennootschappen een termijn toe, die in beginsel op 31 december 1962 verstrijkt maar door de Koning voor ten hoogste één jaar kan worden verlengd, opdat zij kunnen voldoen aan de bepalingen van de gecoördineerde wetten betreffende de commissarissen-revisoren en aan de bepalingen betreffende de gewone commissarissen, zoals zij zijn gewijzigd en aangevuld door de wet van 1 december 1953.

Het tweede lid ~~past~~ de overgangsbepaling van artikel 13 van de wet van 1 december 1953 aan bij het geval van de in het onderhavige ontwerp bedoelde vennootschappen.

Het eerste lid is zo geredigeerd, dat het de nadruk lijkt te leggen op de verplichting die de

.../...

betrokken vennootschappen hebben, te voldoen aan hetgeen de gecoördineerde wetten bepalen betreffende de commissarissen en commissarissen-revisoren, terwijl deze verplichting reeds volgt uit artikel 1 van de wet van 17 juni 1960. De bedoeling van het ontwerp is, die vennootschappen een termijn toe te staan opdat zij zich van die verplichting kunnen kwijten. Die bedoeling zou in de tekst duidelijker tot uiting moeten komen.

In plaats van zoals het ontwerp naar de wet van 1 december 1953 in haar geheel te verwijzen, vermeldde men de bepalingen van die wet, waarvoor de Regering de betrokken vennootschappen een termijn wil toestaan.

+
+ +

De hierna voorgestelde tekst houdt met de zoëven gemaakte opmerkingen rekening. Hij bevat bovendien een aantal niet nader te commentariëren vormwijzigingen. De volgorde van de artikelen gaat uit van de nummering van de overeenkomstige artikelen in de wet van 17 juni 1960, en van de plaats welke zij in die wet zullen krijgen.

.../...

ONTWERP VAN WET TOT WIJZIGING VAN DE WET VAN 17 JUNI
1960 BETREFFENDE HET STATUUT VAN DE BELGISCHE KOLONIAAL-
RECHTELIJKE VENNOOTSCHAPPEN WAARVAN DE BESTUURLIJKE
HOOFDZETEL IN BELGIE GEVESTIGD IS.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen, die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Op de voordracht van Onze Minister van Jus-
titie en van Onze Minister van Financiën,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Justitie en Onze Minister
van Financiën zijn gelast in Onze naam bij de wetgevende
kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de
tekst volgt :

Artikel 1 (artikelen 2, 3 en 5 van het ontwerp).

§ 1. Artikel 1, § 2, tweede lid, van de wet
van 17 juni 1960 betreffende het statuut van de Bel-
gische koloniaalrechtelijke vennootschappen waarvan
de bestuurlijke hoofdzetel in België gevestigd is,
wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De aanpassing van de statuten aan de Bel-
gische wetten en de wijzigingen aan de vorm van de ven-
nootschap moeten uitgevoerd zijn vóór 31 december 1962,
behoudens verlenging van die termijn door de Koning
met ten hoogste één jaar. De ter zake nodige beslis-
singen worden genomen onder de voorwaarden die door de

.../...

gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen voor het wijzigen van de statuten zijn bepaald, zonder dat artikel 76 toepasselijk is. In afwijking van artikel 70 van dezelfde wetten worden de beslissingen door de algemene vergadering bij enkele meerderheid genomen, ongeacht het gedeelte van het kapitaal dat wordt vertegenwoordigd. Het bepaalde in dit lid is toepasselijk ondanks enige strijdige bepaling van de statuten.

De aldus aangepaste statuten worden in de bijlagen van het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt in de vormen en binnen de termijn als bepaald in artikel 10 van de gecoördineerde wetten. Van statuten die reeds in de bijlagen van het Belgisch Staatsblad zijn bekendgemaakt, hoeven alleen nog de wijzigingen te worden bekendgemaakt".

§ 2. Hetzelfde artikel wordt met de volgende bepalingen aangevuld :

"§ 3. In afwijking van artikel 70bis van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen en ondanks enige strijdige bepaling van de statuten kan de wijziging van het maatschappelijk doel van de vennootschap, indien zij vóór 31 december 1962 plaats heeft, behoudens verlenging van die termijn door de Koning voor ten hoogste één jaar, onder de in § 2, tweede lid, gestelde voorwaarden worden beslist door de algemene vergadering van de aandeelhouders.

De voorgestelde wijziging wordt ... (zoals in het ontwerp) ...".

.../...

§ 4. Wanneer een vennootschap uitsluitend of hoofdzakelijk ten doel heeft de exploitatie van een concessie, die vóór 1 juli 1960 door het Gouvernement van de Kolonie of door een ander concessionerend gezagsorgaan in Kongo is verleend, is de bestaansduur ervan, behoudens strijdige bepaling in de statuten, de duur die voor deze concessie is bepaald. Indien die vennootschap ophoudt houder van de concessie te zijn, wordt haar bestaansduur, behoudens strijdige bepaling in de statuten, niet gewijzigd, maar mag hij niet verder reiken dan dertig jaar vanaf het tijdstip waarop de vennootschap opgehouden heeft houder van de concessie te zijn .

§ 5. Aan de vennootschappen bedoeld onder § 2, eerste lid, wordt een termijn, die op 31 december 1962 een einde neemt maar door de Koning voor ten hoogste één jaar kan worden verlengd, toegestaan opdat zij kunnen voldoen aan de artikelen ... (nader aan te geven) van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, gewijzigd bij de wet van 1 december 1953.

Artikel 64ter, in diezelfde gecoördineerde wetten ingevoegd bij de wet van 1 december 1953, vindt op de commissarissen die op 30 juni 1960 in dienst waren, geen toepassing zolang zij in dienst blijven.

.../...

Artikel 2 (artikel 1 van het ontwerp).

Een artikel 2bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

" Het kapitaal van de in artikel 1, § 2, eerste lid, bedoelde vennootschappen, die niet vóór 30 juni 1960 besloten hebben hun bestuurlijke hoofdzetel naar Kongo over te brengen, wordt van rechtswege in Belgische frank uitgedrukt, tegen de pariteit op 30 juni 1960."

Artikel 3 (artikel 4 van het ontwerp).

In artikel 3, § 2, eerste lid, van dezelfde wet, worden de woorden "vóór 31 december 1961" vervangen door de woorden "vóór 31 december 1962, behoudens verlenging van die termijn door de Koning met ten hoogste één jaar".

Artikel 4 (artikel 6 van het ontwerp).

Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Justitie,

De Minister van Financiën,

La chambre était composée de De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

P.DE BOCK, conseillers d'Etat,
G.HOLOYE, raadsheren van State,

G.VAN HECKE, assesseurs de la section
de législation,
P.DE VISSCHER, bijzitters van de afdeling
wetgeving,

C.ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la
version française et la version
néerlandaise a été vérifiée
sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté
par M.W.VAN ASSCHE, auditeur,
et M.G.TACQ, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C.ROUSSEAUX.

De overeenstemming tussen
de Franse en de Nederlandse
tekst werd nagezien onder toe-
zicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitge-
bracht door de H.W.VAN ASSCHE,
auditeur, en de H.G.TACQ,
substituut.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J.SUETENS.